



DANS CE NUMÉRO:
UNIFOR DISCUTE DE
PLAFONNEMENT ET D'ÉCHANGE
 >> PAGE 2
AFFICHES GRATUITES
 >> DOCUMENT AU CENTRE
DÉFENDRE LE TRANSPORT EN
COMMUN
 >> PAGE 4

VOLUME 4, NO.9

WWW.UNIFOR.ORG

5 MAI 2016



uniforum



DANS CE NUMÉRO Unifor lance une vaste campagne nationale pour échanger le PTP. L'examen de la Loi sur la radiodiffusion est une bonne idée, pourvu qu'il soit bien fait. Le 17 mai est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie; des affiches gratuites en français et en anglais sont disponibles à l'intérieur.

Les travailleurs des transports en commun de Vancouver donnent un mandat de grève

Plus de 4 700 opérateurs de véhicules de transport en commun, gens de métiers et travailleurs du service de SeaBus et de soutien à Vancouver ont voté à 98 p. cent en faveur d'un mandat de grève en réponse aux demandes de concession de la Coast Mountain Bus Company. Les sections locales 111 et 2200 d'Unifor ont pris des mesures pour protester contre le refus de la compagnie à déposer une offre de salaire équitable et à retirer ses demandes de concession. Les pourparlers ont commencé le 17 février et ont achoppé le 6 avril. « Nos chauffeurs travaillent fort et le vote à 98 p. cent en faveur d'une grève, si nécessaire, constitue une demande pour une

offre de salaires raisonnables et de conditions de travail décentes », a déclaré Nathan Woods, président de la section locale 111 d'Unifor. « Avec ce solide appui, nous nous attendons que l'employeur revienne à la table de négociation avec une offre de contrat équitable et le retrait de ses demandes de concession pour nos opérateurs de véhicules de transport en commun. » Nathan Woods a souligné qu'une entente peut être conclue tout en évitant une interruption des services, si la CMBC réagit de façon appropriée au message clair envoyé par les membres. Joe Elworthy, président de la section locale 2200 d'Unifor



Le président de la section locale 111 d'Unifor, Nathan Wood, a pris la parole récemment lors d'une manifestation à Ottawa sur les problèmes des taxis et du transport.

qui représente les mécaniciens, les travailleurs du service Seabus, ceux de la maintenance et d'autres, a déclaré que le vote indique que les membres « ne vont pas accepter des compressions à un système déjà sous tension ». « Le transport en commun dans le Lower Mainland a besoin de financement et non de compressions afin d'améliorer les services aux centaines de milliers de passagers quotidiens. Si les travailleurs acceptent les

demandes de concession, cela ne va qu'empirer la situation », a déclaré Joe Elworthy. Le directeur local d'Unifor en C.-B., Gavin McGarrigle, a souligné que Coast Mountain est déphasé par rapport à d'autres juridictions dans le monde qui améliorent leurs services de transport en commun pour stimuler les économies locales, diminuer la pollution de l'air et dégager les routes congestionnées.



Gabrielle Scrimshaw a inspiré les déléguées et délégués au récent Conseil régional des Prairies avec sa présentation sur son propre parcours pour dépasser les obstacles difficiles, alors qu'elle vient d'une réserve en Saskatchewan. Les questions autochtones ont considérablement meublé les discussions pendant la réunion.

Unifor est actif dans les Prairies

Unifor doit soutenir et encourager la génération émergente de militantes et militants autochtones, dont plusieurs ont été élus récemment à l'assemblée législative du Manitoba, selon les propos tenus par Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest, à l'occasion du Conseil des Prairies d'Unifor.

« Le moment est venu pour les Canadiennes et Canadiens d'agir afin de mettre fin à l'inégalité, de se tenir debout en tant que société et de réclamer la fin de la

>> Suite à la page 2

L'examen de la Loi sur la radiodiffusion est bien accueilli

Un examen prévu de la Loi sur la radiodiffusion par le gouvernement fédéral est bien accueilli, pourvu qu'il soit bien mené, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« L'objectif de cette évaluation doit être d'encourager le développement de contenu d'ici qui raconte non seulement les histoires canadiennes pour capter l'attention du public canadien, mais qui incite aussi le reste du monde à vouloir nous connaître », a déclaré récemment Jerry Dias

>> Suite à la page 3

Unifor lance une campagne contre le PTP

Unifor a lancé une de ses plus grandes campagnes nationales au dernier Conseil des Prairies avec un message simple adressé au gouvernement fédéral. Il faut échanger le PTP.

« Le Partenariat transpacifique n'est même pas un accord commercial. C'est un accord sur les droits des entreprises », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

Il a pointé du doigt le système du PTP de règlement des différends entre investisseurs et États, qui accorde aux entreprises le droit de poursuivre le gouvernement s'il adoptait des lois portant atteinte à leurs profits, même si l'intention de ces lois était de protéger l'intérêt public.

« Unifor croit au commerce, mais un commerce qui améliore la vie des travailleuses et travailleurs canadiens, qui protège les services publics et améliore la capacité de chaque pays à promouvoir sa culture et à adopter des lois dans l'intérêt de ses citoyens », a ajouté Jerry Dias. « Malheureusement, le PTP ne correspond pas à ce genre d'accord commercial. »

>> Suite à la page 3

Le point sur le congrès 2016

Unifor tiendra son deuxième congrès du 22 au 26 août au Centre Shaw à Ottawa. D'ici là, surveillez votre infolettre nationale pour lire les nouvelles sur ce qui est planifié et connaître les dates limites.

- La date limite d'inscription est le 22 juillet.
- Les résolutions et les amendements aux statuts doivent être approuvés par votre section locale et soumis au secrétaire-trésorier national d'ici le 22 mai.
- Le congrès débute le 22 août et devrait se terminer à midi le 26 août.
- Les réunions des conseils industriels vont avoir lieu le 21 août.

- Une séance d'initiation à l'intention des nouveaux délégués et déléguées se tiendra en soirée le 21 août.

Consultez aussi le site unifor.org/events.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Vous pouvez nous joindre au: **Uniforum** Service des communications d'Unifor 205 Placer Court, 5e étage Toronto (Ontario) M5H 3H9 1-800-268-5763 communications@unifor.org www.unifor.org

Unifor discute de plafonnement et d'échange avec le ministre de l'Environnement de l'Ontario

Unifor s'est joint à d'autres membres de l'Alliance pour une économie propre, une coalition multisectorielle de 90 organisations unies pour soutenir les efforts de l'Ontario en matière de changement climatique, alors qu'ils ont rencontré le ministre de l'Environnement et des Changements climatiques, Glen Murray, et d'autres députés à Queen's Park récemment.

« Nous avons apprécié que nos partenaires ONG et des secteurs d'affaires soucieux de l'environnement aient compris et soutenu l'importance des emplois et des droits des travailleurs dans le système de plafonnement et le plan d'action plus large », a déclaré à l'alliance Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor.

Jordan Brennan, économiste d'Unifor, accompagnait Katha Fortier, ainsi que Dave Moffat,

adjoint au président.

« Les membres d'Unifor travaillent auprès de 35 des 150 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre inscrits dans la base de données de l'Ontario, a souligné Dave Moffat. Nous devons faire partie de la discussion sur le plan d'action des provinces en matière de climat. »

Katha Fortier a dit aux députés et aux membres de l'alliance qu'Unifor soutient les objectifs du programme de l'Ontario sur les changements climatiques, mais le syndicat réclame des changements constructifs au projet de loi 172, Loi sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone.

« Nous voulons que le programme de plafonnement et d'échange fonctionne », a déclaré Katha Fortier. « Toutefois, nous



Le ministre de l'Environnement de l'Ontario, Glen Murray, la directrice régionale de l'Ontario, Katha Fortier, et David Moffat, adjoint au président.

croions que son succès dépend de notre capacité à démontrer aux travailleuses et travailleurs ontariens qu'ils ne seront pas laissés de côté, alors que les changements économiques et environnementaux transforment notre province. »

Katha Fortier et Fred Wilson, directeur de la planification stratégique d'Unifor, ont communiqué ce message plus tôt au comité se penchant sur le projet de loi.

>> Suite de "Unifor est actif dans les Prairies" on page 1

discrimination raciale qui mine les espoirs et les rêves des enfants des Premières nations », a-t-elle affirmé.

La principale conférencière, Gabrielle Scrimshaw, a poursuivi sur le même thème en racontant son propre parcours d'élimination des obstacles, alors qu'elle vient d'une réserve du nord de la Saskatchewan.

L'économiste David Thompson a présenté des exemples concrets de transitions pour les travailleuses et travailleurs d'une industrie à une autre.

Le président national, Jerry Dias, a motivé les délégués et déléguées en soulignant à quel point la main-d'œuvre syndiquée est en train de changer le dialogue au pays sur pratiquement tous les sujets, qu'il s'agisse du développement durable au



Les délégués et déléguées au Conseil des Prairies ont marché jusqu'au bureau des Affaires autochtones et du Nord du Canada, à Regina, pour exprimer leur appui aux manifestants qui réclament au gouvernement fédéral de s'attaquer à la pauvreté, aux logements surpeuplés, aux besoins en matière de santé, à la crise du suicide et à d'autres problèmes que vivent les communautés autochtones.

commerce en passant par les emplois de qualité.

« Unifor veille à ce que les travailleuses et travailleurs fassent partie du dialogue, a affirmé Jerry Dias. Nous sommes en train de changer la politique au pays. »

Les délégués et déléguées ont adopté des résolutions en vue d'interdire l'amiante, de lutter

contre le Partenariat transpacifique et de renforcer le Régime de pensions du Canada.

Loie Warnock a dit que les militantes et militants de l'Ouest ont contribué à faire tomber le gouvernement Harper et prévenu des défis que posent les nouveaux gouvernements en Saskatchewan et au Manitoba.

>> Suite de "Unifor lance une campagne" sur page 1

La campagne d'Unifor contre le PTP a été lancée au Conseil des Prairies le 30 avril et va prendre de l'ampleur au cours des prochains mois alors que le gouvernement fédéral mènera des consultations publiques partout au pays.

« Le gouvernement libéral fédéral a dit qu'il voulait entendre ce que les Canadiennes et Canadiens ont à dire sur le PTP, et Unifor sera là pour lui dire que cet accord n'est pas dans l'intérêt fondamental des citoyens », a déclaré Roland Kiehne, directeur du Service de la mobilisation des membres et de l'action politique d'Unifor.

Le PTP est un projet de nouveau « libre-échange » entre 12 pays du Pacifique : l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili,

le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, le Singapour, les États-Unis et le Vietnam.

Les négociations ont pris fin en octobre 2015 pendant les dernières élections fédérales. Roland Kiehne a expliqué que le Canada s'est joint tardivement aux négociations en 2012, après déjà 15 rondes de pourparlers.

« Cela nous a placés dans une position faible pendant les négociations, et les résultats de cette faiblesse s'observent dans la menace que pose le PTP à plusieurs secteurs de notre économie », a ajouté Roland Kiehne.

Unifor va mobiliser ses militantes et militants partout au pays pour s'assurer que les politiciens au niveau fédéral, provincial et municipal



Roland Kiehne, directeur du Service de la mobilisation des membres et de l'action politique d'Unifor, a lancé la campagne contre le PTP à la réunion du Conseil des Prairies.

connaissent les menaces que pose le PTP, a affirmé Roland Kiehne.

Une page Web a été réservée pour la campagne à l'adresse unifor.org/tpp. Plusieurs documents sont déjà affichés sur le site et de nombreux autres le seront prochainement, y compris des analyses sectorielles de l'impact du PTP sur les principales

industries du Canada, dont l'industrie laitière, de l'automobile, des soins de santé, des médias, et d'autres.

L'énoncé de politique d'Unifor sur le commerce, Imaginons un avenir axé sur le commerce équitable, présente 12 éléments essentiels à un accord commercial équitable.

>> Suite de "L'examen de la Loi..." on page 1

révisé la Loi sur la radiodiffusion il y a 25 ans, bien avant que quiconque ait entendu parler des flux numériques ou des services en ligne comme Netflix.

Bien que Jerry Dias ait souligné que la ministre Joly doit être félicitée de s'attaquer aux lois entourant la radiodiffusion canadienne, qui ont pris forme dans une ère bien plus simple que l'ère numérique, il a aussi souligné que personne n'aurait pu prédire Netflix ou YouTube il y a 25 ans, donc personne ne peut imaginer aujourd'hui quelles seront les prochaines innovations ou comment rédiger des lois qui peuvent rester pertinentes.

« Trouver des façons d'équilibrer la réalité de l'ère numérique avec le soutien à la programmation locale est un exercice capital si le Canada souhaite continuer d'encourager la démocratie locale dans les communautés », a déclaré Jerry Dias.

« Le CRTC doit accorder une

priorité urgente à cet équilibre ainsi qu'à l'examen de la Loi sur la radiodiffusion. »

Le président national a aussi souligné que toute tentative d'utiliser l'examen pour se débarrasser des règles relatives au contenu canadien ou des restrictions à la propriété étrangère serait aberrante et dangereuse.

« L'explosion numérique n'a pas diminué l'influence écrasante de la culture américaine au Canada, ni l'importance des artistes canadiens pour exprimer la réalité canadienne. En fait, elle a renforcé l'urgence de les protéger, même si les solutions ne sont pas évidentes », a-t-il déclaré.



Affichez votre fierté et dénoncez

Le 17 mai marque la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Des activités et événements locaux vont avoir lieu partout dans le monde pour souligner cette date et, dans vos lieux de travail, toutes les sections locales peuvent transmettre un message sur l'importance des lieux de travail libres de harcèlement.

On demande à toutes les sections locales d'apposer l'affiche qui se trouve dans ce numéro d'Uniforum sur leur babillard. Il y a une affiche en français et une autre en anglais.

Le travail d'Unifor pour défendre et militer pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) est une preuve que les syndicats peuvent être une force positive pour le changement dans la société. Nos efforts en vue de créer des lieux de travail inclusifs, sécuritaires et sains pour toutes et tous doivent augmenter. Mettre

fin au harcèlement et à la haine est un problème collectif. Peu importe s'il est difficile de le faire, tous les travailleurs et travailleuses doivent le dénoncer pour mettre fin à la haine, c'est la bonne chose à faire!

Cet été, les membres pourront aussi exprimer leur fierté et leur solidarité avec les travailleuses et travailleurs LGBT en participant au contingent d'Unifor du défilé de la Fierté. Consultez la liste de vos événements régionaux à l'adresse www.unifor.org/lgbt.

